

Corruption, méfiance, et louanges? Évaluations de la réponse à la COVID-19 en Afrique de l'Ouest

Dépêche Afrobarometer No. 439 | Aminatou Seydou

Résumé

Les gouvernements africains ont été félicités pour leur intervention rapide visant à limiter la propagation de la COVID-19, ce qui a peut-être permis au continent d'éviter, jusqu'à présent, les décès massifs enregistrés ailleurs (Bearak & Paquette, 2020; Smith, 2020). Bon nombre d'entre eux ont également mis en place une certaine assistance pour aider les entreprises et les familles vulnérables à surmonter la pandémie (Zane, 2020).

Toutefois, les fermetures et autres restrictions, souvent mises en œuvre dans les jours qui ont suivi l'apparition des premiers cas de COVID-19 (Goitom, 2020), et parfois sévèrement appliquées par la police et l'armée, ont également suscité des critiques et, dans certains pays, des protestations à grande échelle (Carothers & Press, 2020; Africa News, 2020a; Ben Ahmed, 2020).

Par ailleurs, les défenseurs de la démocratie accusent certains dirigeants africains – surtout en Ouganda – d'avoir utilisé la pandémie comme une excuse pour restreindre les droits démocratiques, limiter la concurrence politique, et consolider leur pouvoir (Human Rights Watch, 2020; Freedom House, 2020; Gargard, 2020; Repucci & Slipowitz, 2020; Africa News, 2020b).

Comment les Africains ordinaires, qui ont supporté le poids de la pandémie et des mesures visant à la contenir, perçoivent-ils les performances de leurs gouvernements?

De nouvelles enquêtes Afrobarometer dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Libéria, Niger, Sénégal, et Togo) montrent que les gens ont eu du mal à se conformer aux mesures de confinement et ont trouvé que les fermetures d'écoles duraient trop longtemps, mais ils ont généralement soutenu ces deux mesures comme étant nécessaires pour limiter la propagation de la COVID-19. L'aide des gouvernements n'a allégé les difficultés liées aux mesures de confinement que pour une minorité de citoyens; le Sénégal est le seul pays de l'enquête où une majorité des ménages ont reçu un tel soutien.

Dans ces cinq pays, la plupart des personnes interrogées ont déclaré que l'aide était distribuée de manière inéquitable et qu'une part importante des ressources destinées à la lutte contre la COVID-19 était gaspillée à cause de la corruption. De surcroît, les majorités ne font pas confiance à leurs gouvernements quant à la fourniture de données fiables sur les nombres de cas et de décès liés à la COVID-19, ou pour la garantie de l'innocuité des vaccins contre cette maladie.

Malgré ces critiques, les majorités dans tous les pays ont donné des notes positives à leurs gouvernements pour leur gestion de la réponse à la COVID-19 – une contradiction apparente qui peut traduire les faibles attentes du public envers le gouvernement ou le sentiment que la réponse à la COVID-19 était un problème exceptionnellement difficile.

Quant au fait de savoir si la population acceptera de faire des compromis entre la préservation des droits politiques et les mesures de protection de la santé publique pendant une pandémie, les majorités dans la plupart des pays ont approuvé l'utilisation de la police

et d'autres forces de sécurité pour faire appliquer les mesures de santé publique, mais les avis étaient plus partagés sur le report ou la limitation des campagnes électorales et la censure des médias.

A l'exception du Niger, la majorité des personnes interrogées ont déclaré que leur gouvernement avait intérêt à investir davantage dans la préparation aux urgences sanitaires telles que la pandémie de COVID-19, même si cela implique une diminution des ressources disponibles pour d'autres services de santé.

Enquêtes d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans quelques 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 ont été réalisées dans 18 pays entre août 2019 et mars 2020, avant l'interruption des travaux de terrain par la pandémie liée à la COVID-19. Les enquêtes du Round 8 ont repris en octobre 2020 avec un nouveau module de questions portant sur la COVID-19.

Cette dépêche s'appuie sur les données recueillies entre octobre 2020 et janvier 2021 dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest: Bénin, Libéria, Niger, Sénégal, et Togo. Afrobarometer a réalisé, dans chaque pays, des entretiens face à face dans la langue choisie par le répondant avec un échantillon national représentatif de 1.200 citoyens adultes, qui produit des résultats nationaux avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Résultats clés

- En moyenne, dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest, la plupart des citoyens qui ont subi des mesures de confinement ou des couvre-feux liés à l'épidémie de COVID-19 ont déclaré qu'il était difficile de les respecter (75%), mais qu'elles étaient nécessaires pour limiter la propagation de la maladie (66%).
- Six citoyens sur 10 (61%) ont reconnu que la fermeture des écoles était nécessaire, mais plus des trois quarts (78%) pensent qu'elles auraient dû rouvrir plus tôt.
- Sept Sénégalais sur 10 (71%) ont déclaré avoir reçu une certaine forme d'aide gouvernementale pour les soutenir à faire face à la pandémie, mais moins d'un Libérien (9%) et d'un Béninois (4%) sur 10 ont bénéficié d'une telle aide.
 - Au Sénégal, les citoyens pauvres, âgés, ruraux, et moins instruits étaient plus susceptibles de recevoir une aide gouvernementale. Mais la situation était différente dans les autres pays.
- Dans ces cinq pays, la majorité des personnes interrogées ont émis des critiques sur le rôle de leur gouvernement dans la gestion de la pandémie:
 - La distribution de l'aide gouvernementale était injuste (71% en moyenne).
 - Les ressources destinées à la riposte à la pandémie de COVID-19 ont été gaspillées à cause de la corruption au sein du gouvernement (67%).
 - Les chiffres officiels sur les cas et les décès liés à la COVID-19 ne sont pas fiables (62%).
 - Les personnes interrogées ne font pas confiance au gouvernement pour s'assurer de l'innocuité des vaccins contre la COVID-19 (68%).
 - Elles s'inquiètent que les politiciens utilisent ou utiliseront la pandémie pour renforcer leur pouvoir (58%).

- Malgré ces opinions négatives, les majorités dans les cinq pays – 67% en moyenne – ont déclaré que leurs gouvernements faisaient un travail « assez bon » ou « très bon » dans la gestion de la réponse à la COVID-19.
- A l'exception du Niger, la majeure partie des personnes interrogées ont approuvé le recours à la police et aux autres forces de sécurité en cas d'urgence pour faire respecter les mesures de santé publique.
 - Les avis sont plus partagés en ce qui concerne le report ou la limitation des campagnes électorales et la censure des médias, la plupart des Libériens estimant que ces mesures sont justifiées en cas d'urgence sanitaire, alors que la plupart des Sénégalais et des Nigériens n'étaient pas d'accord.
- Pour ce qui est de l'avenir, la plupart des Ouest-Africains ne s'attendent pas à ce que la COVID-19 soit un problème grave dans leur pays au cours des six prochains mois. Mais à l'exception du Niger, les majorités ont déclaré que leur gouvernement devrait investir davantage dans la préparation aux urgences sanitaires comme la pandémie de COVID-19.

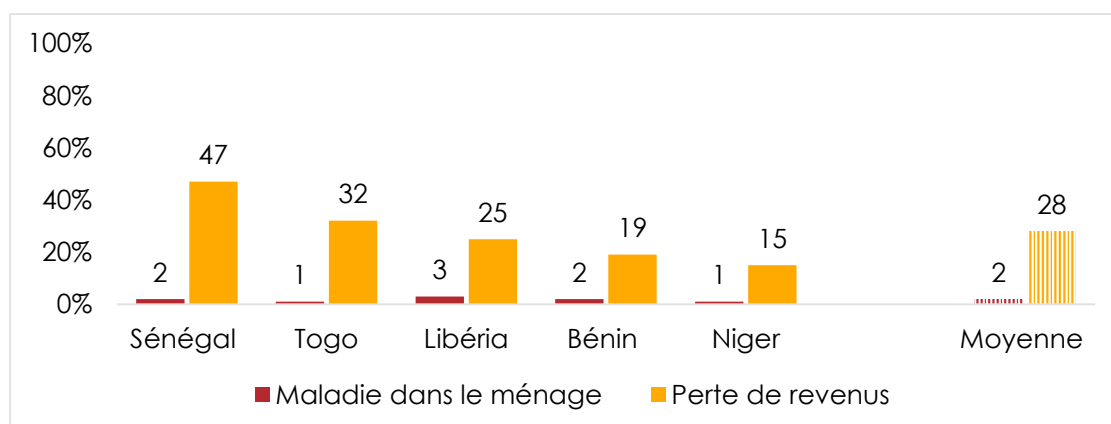
Impact de la pandémie

Les cinq pays d'Afrique de l'Ouest, à savoir le Bénin, le Libéria, le Niger, le Sénégal, et le Togo, ont tous enregistré un nombre important de cas et de décès liés à la COVID-19 (voir Tableau 1), ainsi que de douloureuses restrictions des activités économiques et des fermetures d'écoles. Avec 39.024 cas et 1.063 décès au 6 avril, le Sénégal a été le plus durement touché.

Dans les cinq pays, les enquêtes d'Afrobarometer ont révélé que la plupart des citoyens (92% en moyenne) ont déclaré être « plutôt bien informés » ou « très bien informés » sur la pandémie de COVID-19 et les efforts déployés pour la combattre.

Deux citoyens sur 100 ont déclaré qu'un membre de leur foyer est tombé malade à cause de la COVID-19, et plus d'un sur quatre (28%) ont déclaré qu'un membre de leur foyer a perdu un emploi, une entreprise, ou une autre source principale de revenus à cause de la pandémie. Les répercussions économiques de la pandémie ont été particulièrement graves au Sénégal, où près de la moitié (47%) des citoyens ont signalé une perte de revenus, soit environ trois fois plus qu'au Niger (15%) (Figure 1).

Figure 1: Impact de la COVID-19 | 5 pays d'Afrique de l'Ouest | 2020/2021



Questions posées aux répondants: Veuillez me dire si vous personnellement ou un autre membre de votre ménage avez été affecté d'une quelconque des manières suivantes par la pandémie de COVID-19: Être tombé malade de la COVID-19? Perte temporaire ou permanente d'un emploi, d'une entreprise, ou d'une principale source de revenus?

Fermetures d'établissements et d'écoles

Comme le montre le Tableau 1, les confinements ou les couvre-feux ont fait partie de la réponse à la pandémie au Libéria, au Niger, au Sénégal, et au Togo, tandis que le Bénin a mis en place un cordon sanitaire pour isoler les villes les plus touchées. Même si le respect de la loi semblait être la norme, les citoyens qui ne la respectaient pas et les manifestants ont affronté la police au Libéria, au Niger, et au Sénégal (Reuters, 2020; Ben Ahmed, 2020; Africa News, 2020a). Les cinq pays ont mis en œuvre une gamme d'autres mesures allant au-delà des périodes de confinement, telles que des restrictions plus limitées des mouvements et rassemblements publics et des prescriptions de masques.

Tableau 1: Situation de l'épidémie de COVID-19 dans 5 pays d'Afrique de l'Ouest

Pays (population en 2019)	Cas de COVID-19*	Décès dus à la COVID-19	Grandes lignes de la riposte gouvernementale annoncée en 2020
Bénin (11,8 millions)	7.313	93	Déclaration d'urgence; cordon sanitaire isolant les villes les plus touchées. Fermeture de toutes les écoles (six semaines), des centres religieux et récréatifs; restrictions de voyage. Stimulation économique de 148 millions de dollars, comprenant des transferts en espèces.
Libéria (4,9 millions)	2.061	85	Déclaration d'urgence; confinement/couvre-feu dans tout le pays. Fermeture de toutes les écoles (15 semaines), des bureaux du gouvernement, des espaces religieux et récréatifs; restrictions de voyage. Stimulation économique de 25 millions de dollars, comprenant une aide alimentaire, un soutien aux petits commerçants et aux factures des ménages.
Niger (23,3 millions)	5.041	188	Déclaration d'urgence; confinement/couvre-feu à Niamey Fermeture de toutes les écoles (10 semaines), des bureaux du gouvernement, des espaces religieux et récréatifs; restrictions de voyage. Stimulation économique de 121 millions de dollars, y compris des transferts en espèces et une aide alimentaire.
Sénégal (16,3 millions)	39.024	1.063	Déclaration d'urgence; confinement/couvre-feu dans tout le pays. Fermeture de toutes les écoles (14 semaines), des bureaux du gouvernement, des espaces religieux et récréatifs; restrictions de voyage. Stimulation économique de 801 millions de dollars, y compris des transferts en espèces et une aide alimentaire.
Togo (8,1 millions)	11.187	112	Déclaration d'urgence; confinement/couvre-feu dans tout le pays. Fermeture de toutes les écoles (13 semaines), des bureaux du gouvernement, des espaces religieux et récréatifs; restrictions de voyage. Stimulation économique de 131 millions de dollars, comprenant des transferts en espèces.

*Au 6 avril 2021. Sources: Tableau de bord de l'OMS sur les maladies à coronavirus (COVID-19) (Organisation Mondiale de la Santé, 2021); Milken Institute, 2020; Karmo, 2020; Parley, 2020; Primature Niger, 2020; BBC, 2020; Ledy, 2020.

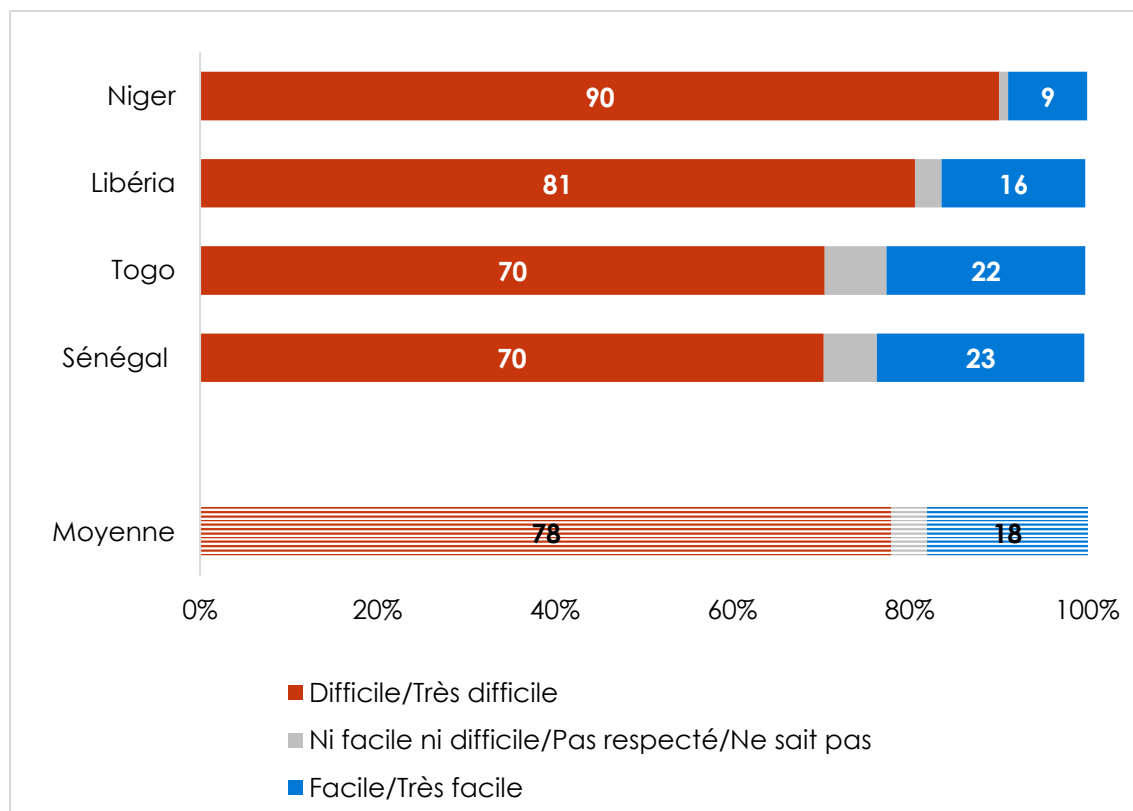
Dans les quatre pays qui ont connu un confinement ou un couvre-feu, de larges majorités ont déclaré que le respect des restrictions était « difficile » ou « très difficile ». En moyenne, près de huit personnes sur 10 (78%) étaient d'accord avec cette évaluation, dont neuf Nigériens sur 10 (90%) (Figure 2). Au Togo, 3% des personnes interrogées ont déclaré ne pas avoir respecté le confinement, une réponse donnée par moins de 0,5% dans les autres pays.

Néanmoins, deux tiers (66%) des personnes interrogées ont déclaré qu'en dépit de leur impact négatif sur les moyens de subsistance de la population, le confinement était nécessaire pour limiter la propagation du coronavirus. Le soutien aux restrictions était massif au Libéria (83%) et au Togo (78%), mais les opinions étaient plus mitigées au Niger (54% de soutien contre 44% d'opposition) et au Sénégal (49% contre 44%) (Figure 3).

Les avis étaient similaires en ce qui concerne les fermetures d'écoles à l'échelle nationale, qui ont eu lieu dans les cinq pays, avec une forte approbation au Libéria (71%) et au Togo (68%), ainsi qu'au Bénin (77%), et un soutien plus faible au Sénégal (45%, contre 50% d'opposition) et au Niger (44%, contre 53% d'opposition) (Figure 4).

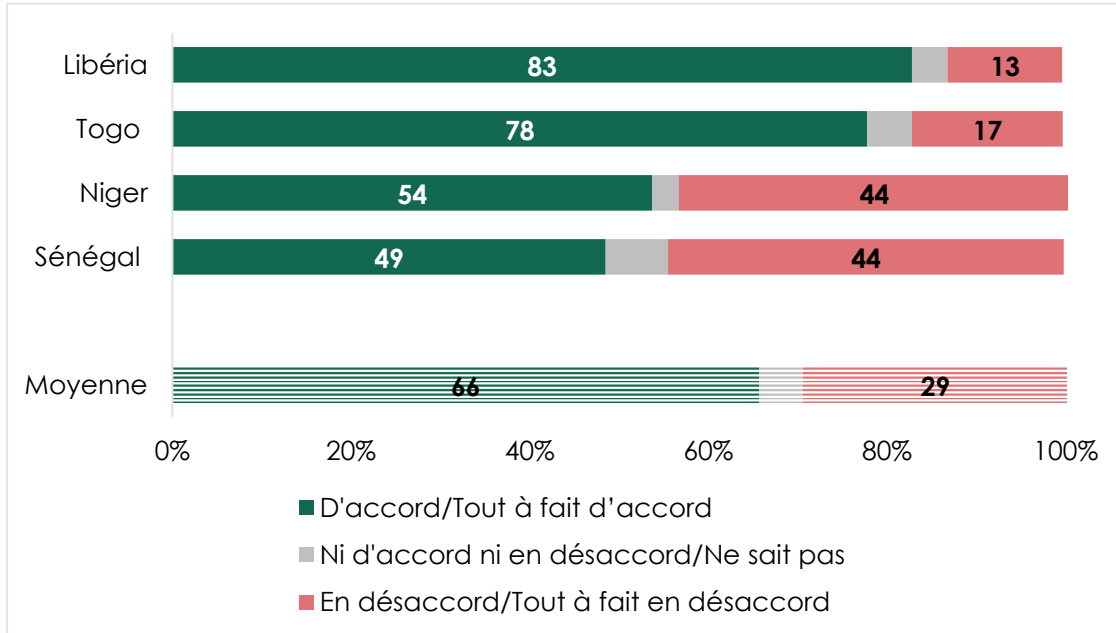
Mais dans tous les pays, des majorités ont déclaré que les écoles restaient fermées « un peu trop longtemps » ou « beaucoup trop longtemps ». Ce sentiment tend à être le plus fort dans les pays où les fermetures d'écoles à l'échelle nationale ont duré le plus longtemps: 83% au Libéria (où toutes les écoles ont été fermées pendant environ 15 semaines) et 93% au Sénégal (14 semaines), contre 61% au Bénin (environ six semaines).

Figure 2: Difficulté de se conformer aux mesures de confinement prises dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 | 4 pays d'Afrique de l'Ouest* | 2020/2021



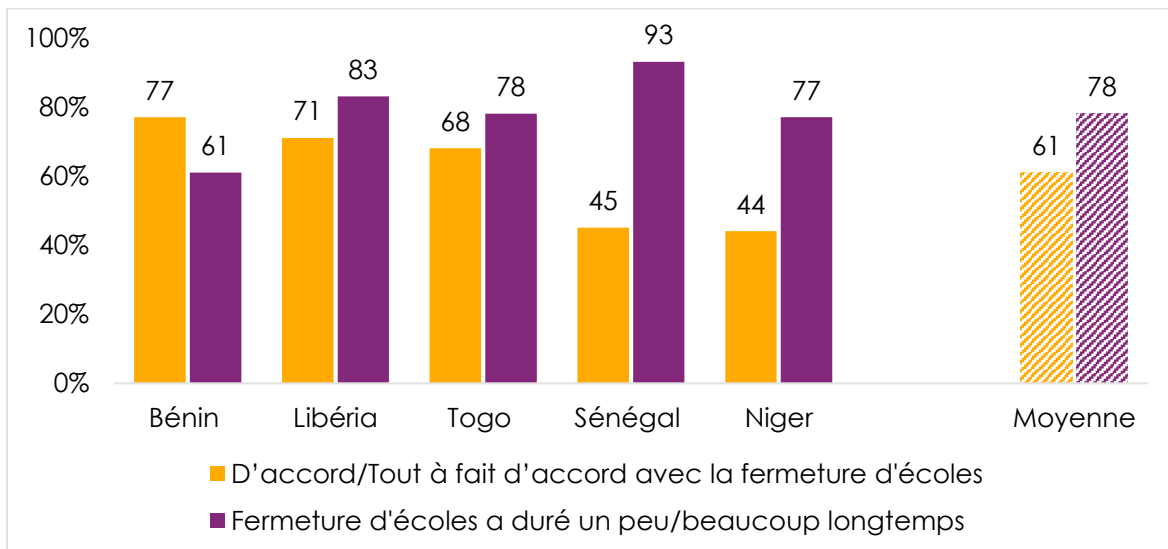
Question posée aux répondants dont les communautés ont été soumises à un confinement/couvre-feu: Était-ce facile ou difficile pour vous et votre ménage pour se conformer aux restrictions de confinement ou de couvre-feu imposées par le gouvernement? (Ceux dont les communautés n'ont pas été soumises à un confinement/couvre-feu sont exclus.)

Figure 3: Le confinement a été nécessaire pour limiter la propagation de la COVID-19 | 4 pays d'Afrique de l'Ouest* | 2020/2021



Question posée aux répondants dont les communautés ont été soumises à un confinement/couvre-feu:
 Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante: Même si le confinement ou le couvre-feu a eu des impacts négatifs sur l'économie et la vie des gens, il était nécessaire pour limiter la propagation de la COVID-19? (Ceux dont les communautés n'ont pas été soumises à un confinement/couvre-feu sont exclus.) *Cette question n'a pas été posée au Bénin, où il n'y a pas eu de confinement/couvre-feu global en 2020.

Figure 4: Opinions sur les fermetures d'écoles | 5 pays d'Afrique de l'Ouest | 2020/2021



Questions posées aux répondants:

Etes-vous pour ou contre la décision du gouvernement de fermer les écoles afin de limiter la propagation de la COVID-19?

A votre avis, la période au cours de laquelle les écoles étaient fermées, était-elle trop longue ou trop courte?

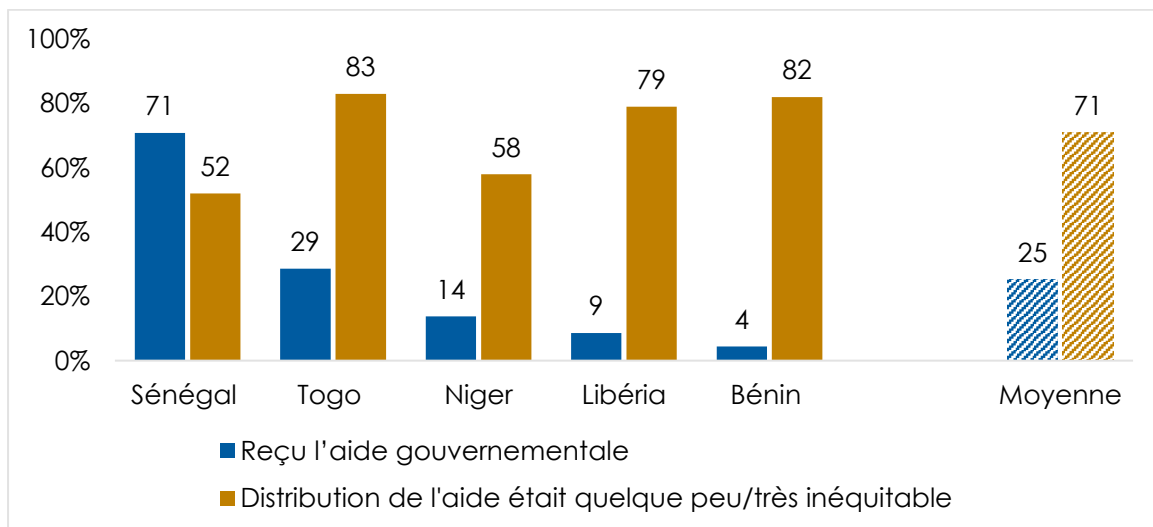
Aide gouvernementale

Les cinq pays ont annoncé qu'ils prévoyaient de fournir une aide importante aux ménages et aux entreprises touchés par la pandémie (voir Tableau 1). Mais le Sénégal est le seul pays où une majorité (71%) des citoyens ont déclaré avoir reçu une telle aide, alors qu'il n'en était de même que pour 29% des Togolais, 14% des Nigériens, 9% des Libériens, et 4% des Béninois (Figure 5).

Et même au Sénégal, une majorité (52%) ont déclaré que la distribution de l'aide gouvernementale était « quelque peu inéquitable » ou « très inéquitable », une plainte exprimée par des majorités plus importantes au Niger (58%), au Libéria (79%), au Bénin (82%), et au Togo (83%).

Dans les cinq pays, la perception d'une distribution injuste était considérablement plus fréquente parmi les personnes interrogées qui n'avaient pas reçu d'aide du gouvernement, l'écart allant jusqu'à 2 contre 1 au Sénégal (82% parmi ceux qui n'avaient pas reçu d'aide contre 40% parmi ceux qui en avaient reçu). Mais même parmi les bénéficiaires, une majorité (56% en moyenne) considéraient la distribution comme inéquitable.

Figure 5: Reçu l'aide gouvernementale et perception que sa distribution était inéquitable | 5 pays d'Afrique de l'Ouest | 2020/2021



Questions posées aux répondants:

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, avez-vous ou votre ménage reçu une quelconque assistance du gouvernement, comme nourriture, paiement en espèces, allègement des paiements de facture, ou autre assistance que vous ne receviez normalement pas avant la pandémie?

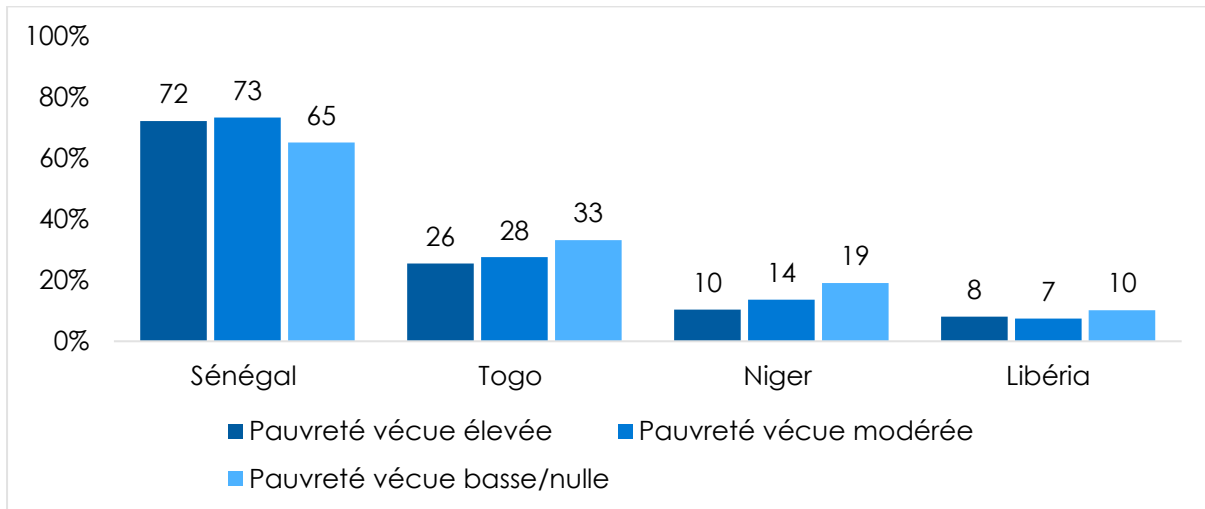
Pensez-vous que les dons des programmes du gouvernement pour soutenir les gens durant la pandémie de COVID-19, par exemple d'emballages alimentaires ou paiement en espèces, ont été distribués équitablement ou que la distribution était inéquitable, par exemple en favorisant certains groupes ou religions?

De manière délibérée ou accidentelle, il existe de grandes disparités entre les pays en ce qui concerne les bénéficiaires de l'aide publique. Le Sénégal se démarque en se concentrant davantage sur l'aide aux citoyens pauvres, âgés, et ruraux, ainsi qu'aux personnes n'ayant pas suivi d'études supérieures.

Les réponses des hommes et des femmes différaient peu, ce qui est logique puisque la question concernait les ménages plutôt que les individus. Mais au Sénégal, les citoyens

pauvres étaient un peu plus susceptibles que leurs homologues plus aisés de déclarer avoir reçu de l'aide. En revanche, le Niger et le Togo présentent la tendance inverse; dans ce dernier pays, les mieux nantis étaient deux fois plus susceptibles d'avoir reçu une aide que les ménages les plus pauvres (19% contre 10%) (Figure 6).

Figure 6: Aide gouvernementale reçue | par niveau de pauvreté vécue | 4 pays d'Afrique de l'Ouest* | 2020/2021

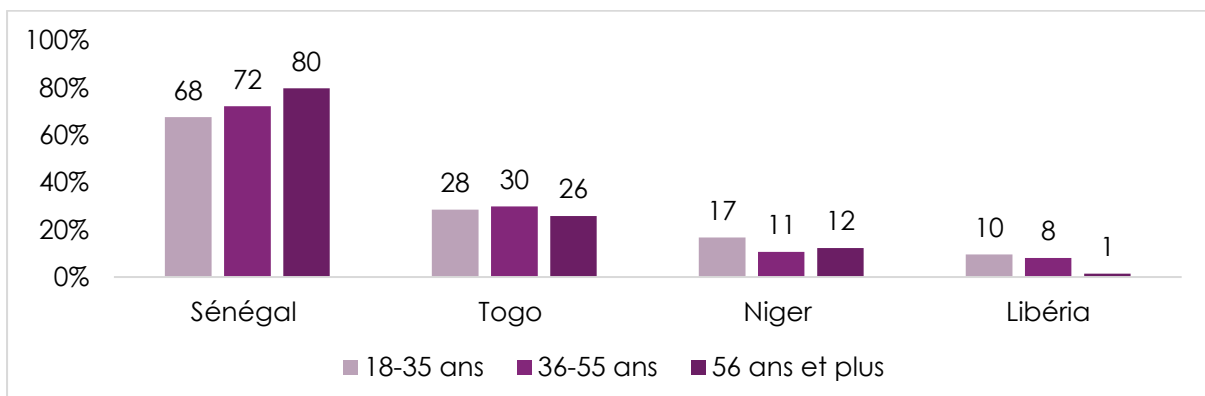


Question posée aux répondants: Depuis le début de la pandémie de COVID-19, avez-vous ou votre ménage reçu une quelconque assistance du gouvernement, comme nourriture, paiement en espèces, allègement des paiements de facture, ou autre assistance que vous ne receviez normalement pas avant la pandémie? (% « oui »)

* Les résultats pour le Bénin ne sont pas présentés dans les figures 6-9 car le sous-ensemble des répondants ayant reçu une assistance (n=53) était trop petit pour fournir des résultats fiables.

Les citoyens les plus âgés étaient les plus susceptibles de déclarer avoir reçu de l'aide au Sénégal (80% des personnes âgées de 56 ans et plus, contre 68% des 18-35 ans). Mais dans les trois autres pays, les aînés étaient les moins susceptibles d'avoir obtenu de l'aide, notamment seulement 1% au Libéria (Figure 7).

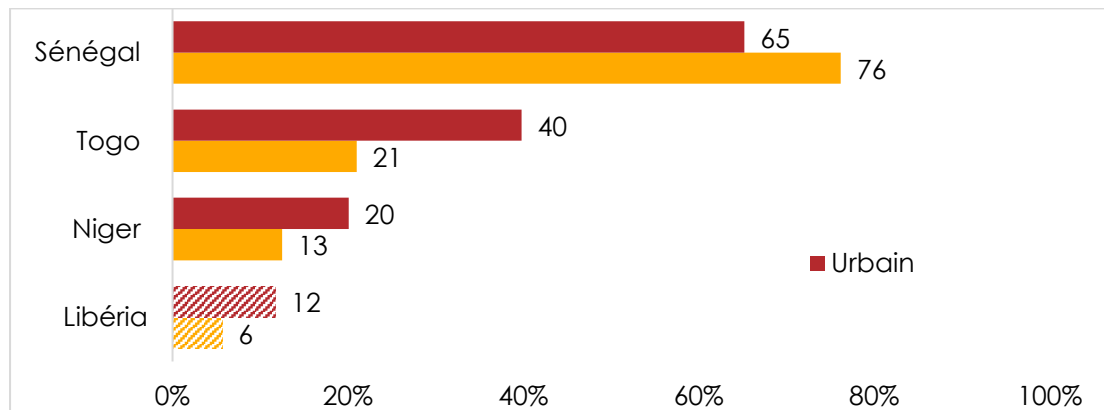
Figure 7: Personnes ayant reçu une aide du gouvernement | par âge | 4 pays d'Afrique de l'Ouest | 2020/2021



Question posée aux répondants: Depuis le début de la pandémie de COVID-19, avez-vous ou votre ménage reçu une quelconque assistance du gouvernement, comme nourriture, paiement en espèces, allègement des paiements de facture, ou autre assistance que vous ne receviez normalement pas avant la pandémie? (% « oui »)

Le Sénégal est une fois de plus le seul pays à fournir une assistance à une plus grande partie des résidents des zones rurales (76%) que des villes (65%). Les autres pays étaient plus susceptibles d'aider les résidents urbains, avec notamment un avantage de 2 contre 1 au Togo (40% en milieu urbain contre 21% en milieu rural) (Figure 8).

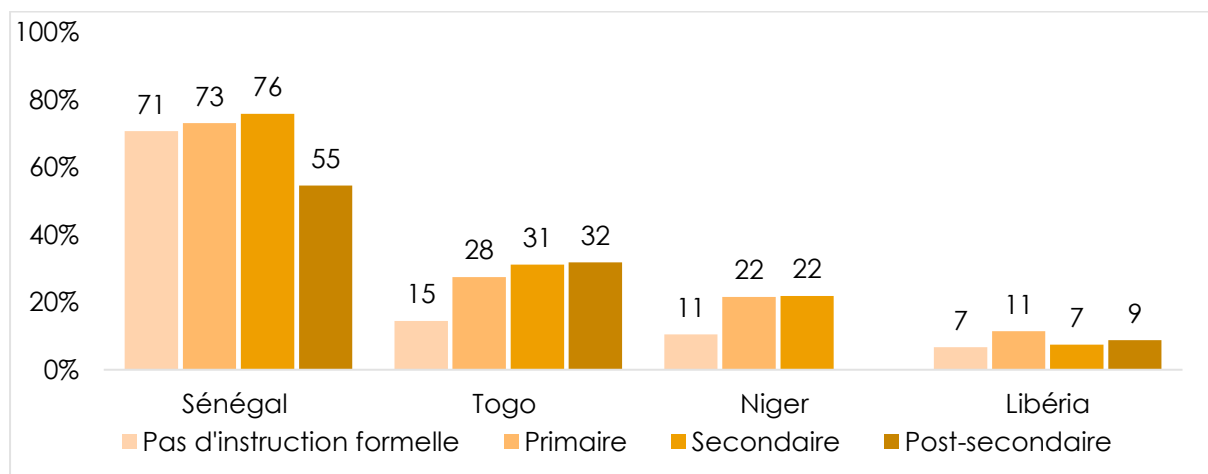
Figure 8: Personnes ayant reçu une aide du gouvernement | urbain-rural | 4 pays d'Afrique de l'Ouest | 2020/2021



Question posée aux répondants: Depuis le début de la pandémie de COVID-19, avez-vous ou votre ménage reçu une quelconque assistance du gouvernement, comme nourriture, paiement en espèces, allègement des paiements de facture, ou autre assistance que vous ne receviez normalement pas avant la pandémie? (% « oui »)

Au Sénégal, les citoyens les plus instruits étaient moins susceptibles de déclarer avoir reçu de l'aide (55% de ceux ayant un diplôme d'études supérieures contre 71% à 76% de ceux moins instruits). Cette tendance est inversée au Togo et au Niger, où les personnes ayant suivi au moins un enseignement secondaire étaient deux fois plus susceptibles d'avoir obtenu de l'aide que celles n'ayant pas suivi d'enseignement formel (Figure 9).

Figure 9: Personnes ayant reçu une aide du gouvernement | selon le niveau d'éducation | 4 pays d'Afrique de l'Ouest | 2020/2021

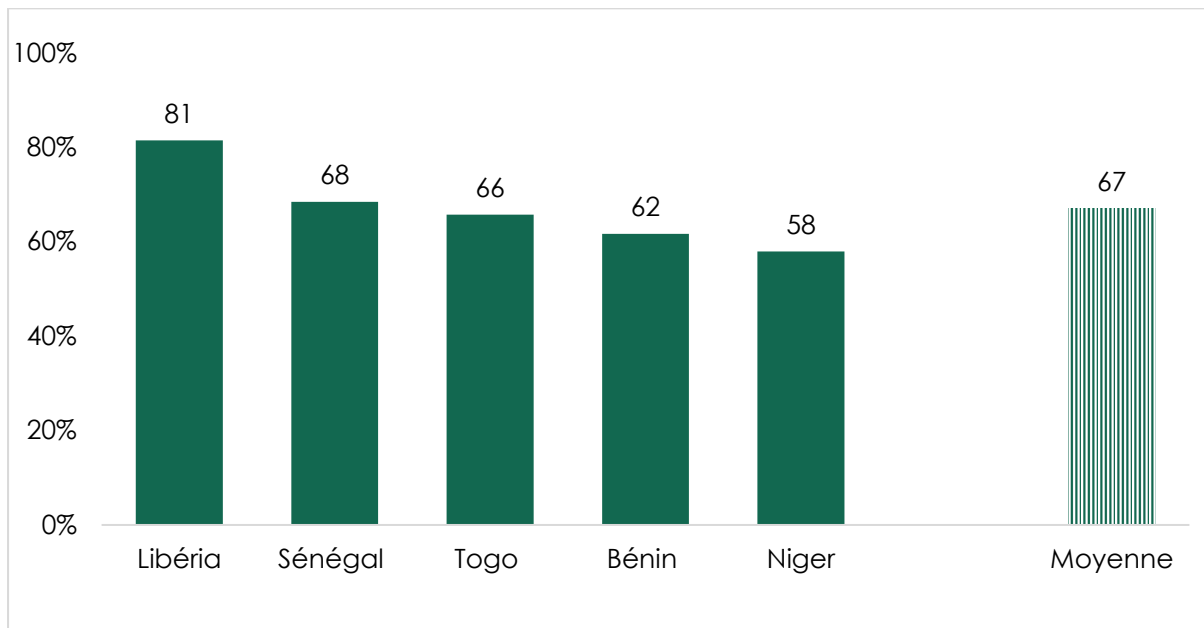


Question posée aux répondants: Depuis le début de la pandémie de COVID-19, avez-vous ou votre ménage reçu une quelconque assistance du gouvernement, comme nourriture, paiement en espèces, allègement des paiements de facture, ou autre assistance que vous ne receviez normalement pas avant la pandémie? (% « oui ») (NB: Pour le Niger, les catégories « secondaire » et « post-secondaire » sont combinées en « secondaire » en raison de la petite taille des échantillons.)

Évaluation de la performance du gouvernement

Au-delà des plaintes selon lesquelles l'aide gouvernementale a été mal distribuée, de larges majorités – 67% en moyenne – pensent que « certaines » ou « beaucoup » des ressources disponibles pour faire face à la pandémie ont été gaspillées à cause de la corruption au sein du gouvernement. La préoccupation concernant la corruption était la plus forte au Libéria (81%), mais elle était majoritaire dans tous les pays interrogés (Figure 10).

Figure 10: Perte de ressources COVID-19 due à la corruption | 5 pays d'Afrique de l'Ouest | 2020/2021



Question posée aux répondants: *Considérant tous les fonds et ressources disponibles au gouvernement pour combattre et répondre à la pandémie de COVID-19, combien pensez-vous ont été perdu ou volé à cause de la corruption au sein du gouvernement? (% « certains » ou « beaucoup »)*

En outre, la plupart des citoyens ont déclaré ne pas faire confiance à leur gouvernement en ce qui concerne les statistiques sur la COVID-19 (62%) et la sécurité des vaccins COVID-19 (68%) (Figure 11). Une majorité dans chaque pays, allant de 54% des Béninois à 69% des

Libériens, ont exprimé une confiance minimale ou nulle dans les chiffres officiels sur les infections et les décès dus à la COVID-19.

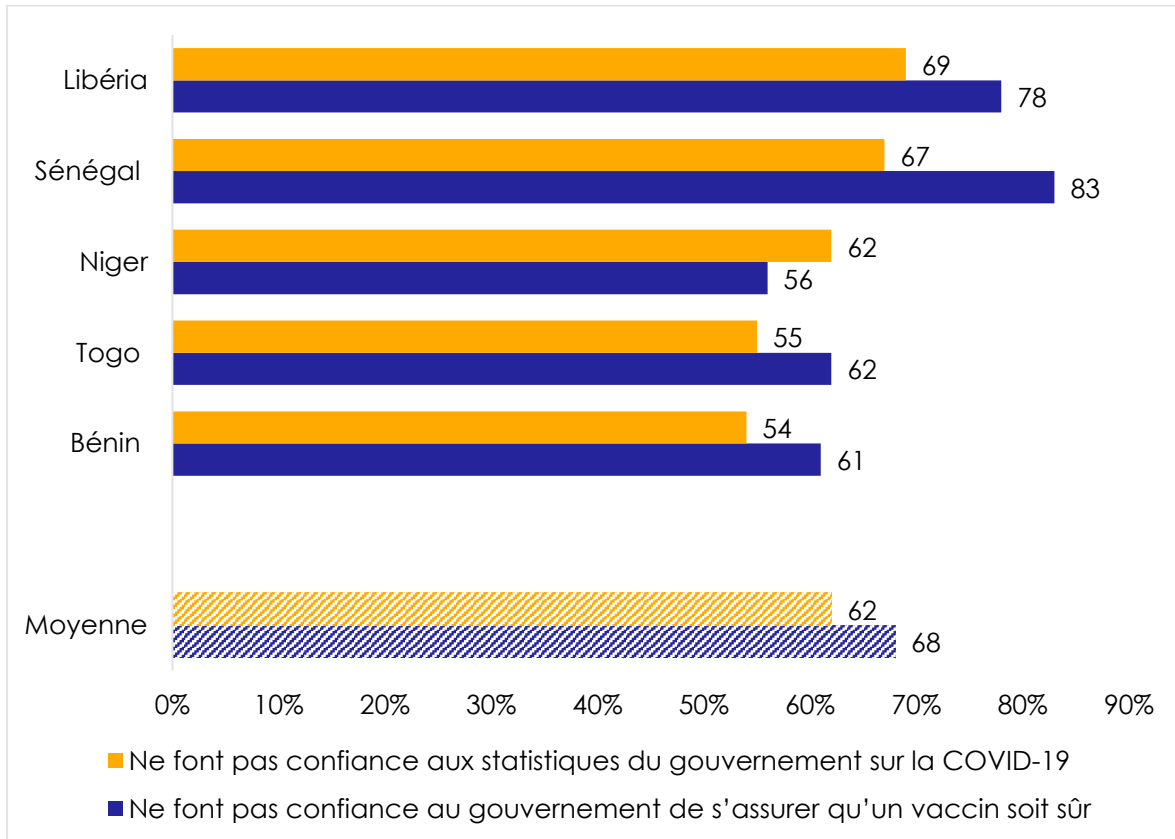
Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Des proportions comparables, allant jusqu'à 83% des Sénégalais, ont indiqué qu'ils n'avaient que peu ou pas du tout confiance dans le fait que leur gouvernement s'assure que tout vaccin

COVID-19 soit sûr avant de le proposer aux citoyens.

Il n'est donc guère surprenant que six répondants sur 10 (60%) dans ces cinq pays aient déclaré qu'il était peu probable qu'ils essaient de se faire vacciner (voir Seydou, 2021).

Figure 11: Méfiance à l'égard du gouvernement sur les statistiques concernant la COVID-19, la sécurité des vaccins | 5 pays d'Afrique de l'Ouest | 2020/2021



Questions posées aux répondants:

A quel point faites-vous confiance aux statistiques officielles fournies par le gouvernement sur le nombre d'infections et de morts due à la pandémie de COVID-19?

A quel point faites-vous confiance au gouvernement pour assurer que n'importe quel vaccin de la COVID-19 qui est développé ou offert aux citoyens Togolais est sûr avant qu'il est utilisé dans ce pays?

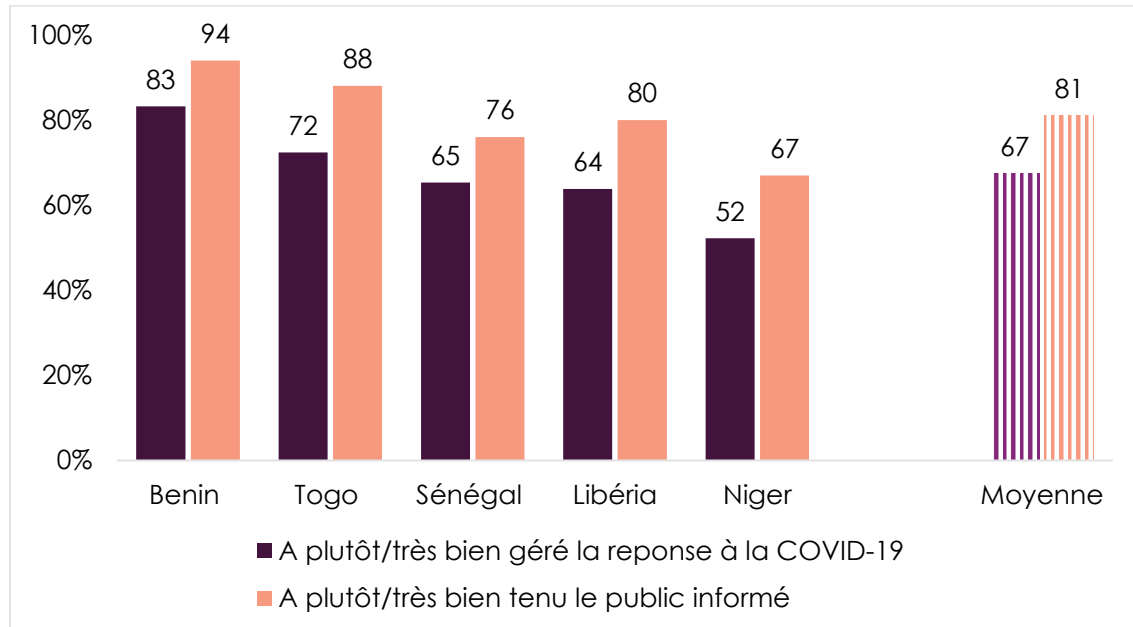
(% qui ont répondu « juste un peu » ou « pas du tout »)

Malgré ces critiques, deux tiers (67%) des citoyens de ces cinq pays ont déclaré que leur gouvernement avait réussi « plutôt bien » ou « très bien » la gestion de la réponse à la pandémie de COVID-19.

Les Béninois (83%) ont le plus approuvé les efforts de leur gouvernement, tandis que les opinions étaient considérablement plus mitigées au Niger (52% d'opinions favorables contre 42% défavorables) (Figure 12).

Les personnes interrogées ont été particulièrement satisfaites de la manière dont leur gouvernement a tenu le public informé de la pandémie: En moyenne, 81% ont déclaré que leur gouvernement avait fait du bon travail.

Figure 12: Performance du gouvernement dans la gestion de la pandémie
 | 5 pays d'Afrique de l'Ouest | 2020/2021



Questions posées aux répondants: A quel point diriez-vous que le gouvernement actuel répond bien ou mal aux problèmes suivants depuis le début de la pandémie de COVID-19, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Gérer la réponse à la pandémie de COVID-19? Tenir le public informé sur la COVID-19?

La pandémie utilisée comme prétexte pour restreindre les libertés?

Plusieurs défenseurs de la démocratie se sont plaints que certains gouvernements ont profité de la pandémie pour réduire les droits politiques ou restreindre la concurrence politique (Africa News, 2020b). Quelles mesures les Africains ordinaires considèrent-ils comme justifiées dans une situation d'urgence de santé publique comme celle liée à la COVID-19?

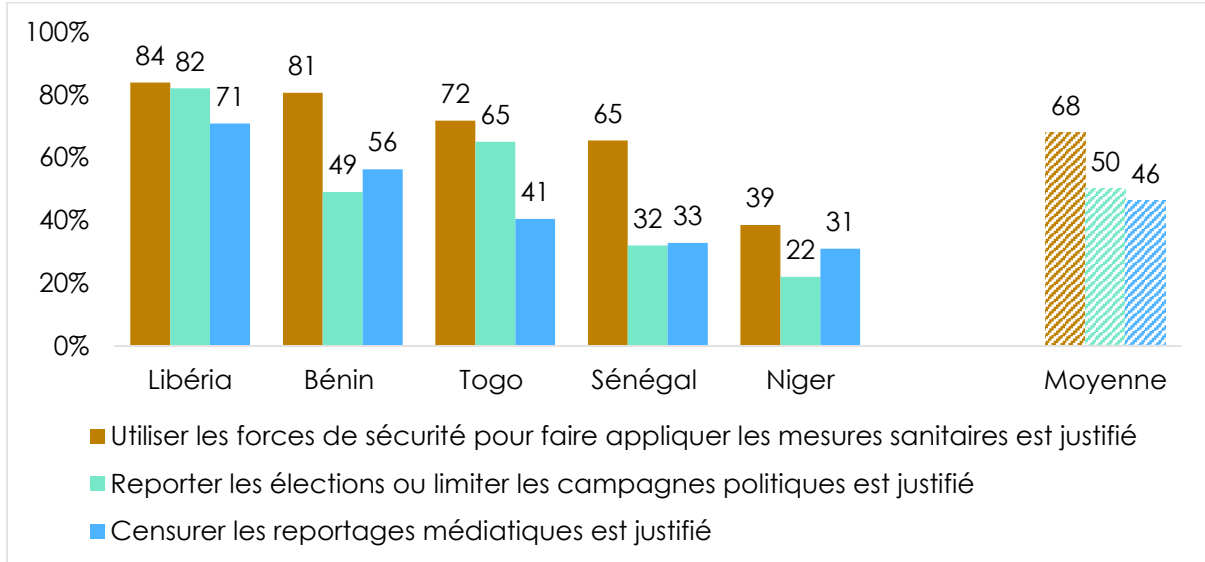
Dans quatre pays, de fortes majorités étaient « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec le fait que les gouvernements soient en droit d'utiliser la police et d'autres forces de sécurité pour faire respecter les dispositions en matière de santé publique, allant de 65% au Sénégal à 84% au Libéria. L'exception est le Niger, où seulement 39% des citoyens étaient d'accord (contre 56% en désaccord) (Figure 13).

Les avis étaient plus partagés sur la question de savoir si le report des élections et la limitation des campagnes politiques sont justifiés en situation d'urgence. Des majorités importantes au Libéria (82%) et au Togo (65%) ont approuvé de telles mesures, alors que seules des minorités étaient d'accord au Bénin (49%), au Sénégal (32%), et au Niger (22%).

Le soutien était encore plus faible en ce qui concerne la censure des médias, bien qu'elle soit encore approuvée par la majorité au Libéria (71%) et au Bénin (56%).

Toutefois, nombreux sont les Ouest-Africains qui ont déclaré craindre que les hommes politiques utilisent ou utiliseront la pandémie pour accroître leur pouvoir (Figure 14). De fortes majorités ont exprimé cette inquiétude au Sénégal (70%), au Togo (65%), et au Niger (59%), et environ la moitié des Libériens (50%) et des Béninois (46%) étaient d'accord.

Figure 13: Restriction des libertés pendant une urgence sanitaire? | 5 pays d'Afrique de l'Ouest | 2020/2021



Questions posées aux répondants: Lorsque le pays fait face à une urgence de santé publique comme la pandémie de COVID-19, êtes-vous en accord ou en désaccord qu'il est justifié pour le gouvernement de limiter temporairement la démocratie ou les libertés démocratiques en prenant les mesures suivantes:

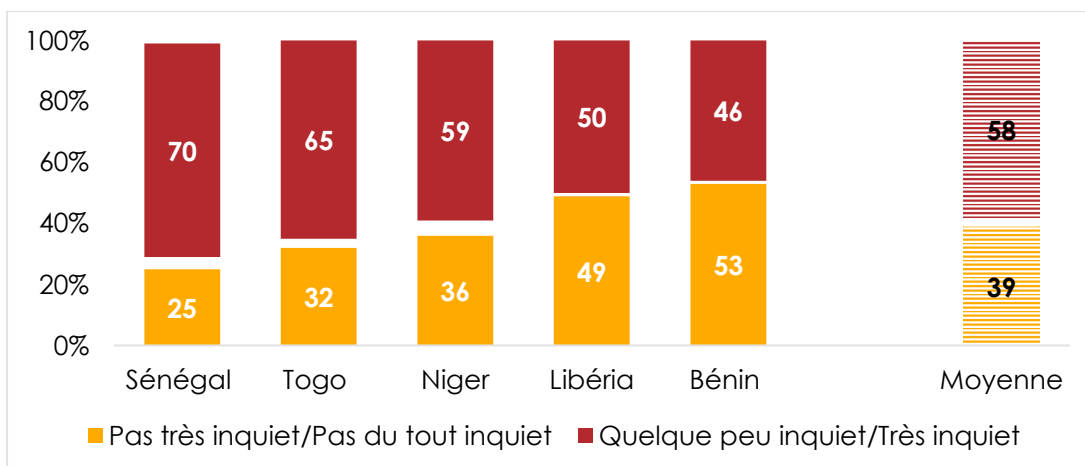
Censurer les reportages médiatiques?

Utiliser la police et les forces de sécurité pour faire appliquer les mesures sanitaires de ripostes tels que le confinement, les exigences en matière de masques, ou les restrictions sur les regroupements publics?

Reporter les élections ou limiter les campagnes politiques?

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Figure 14: Les intentions des politiciens sont-elles inquiétantes? | 5 pays d'Afrique de l'Ouest | 2020/2021

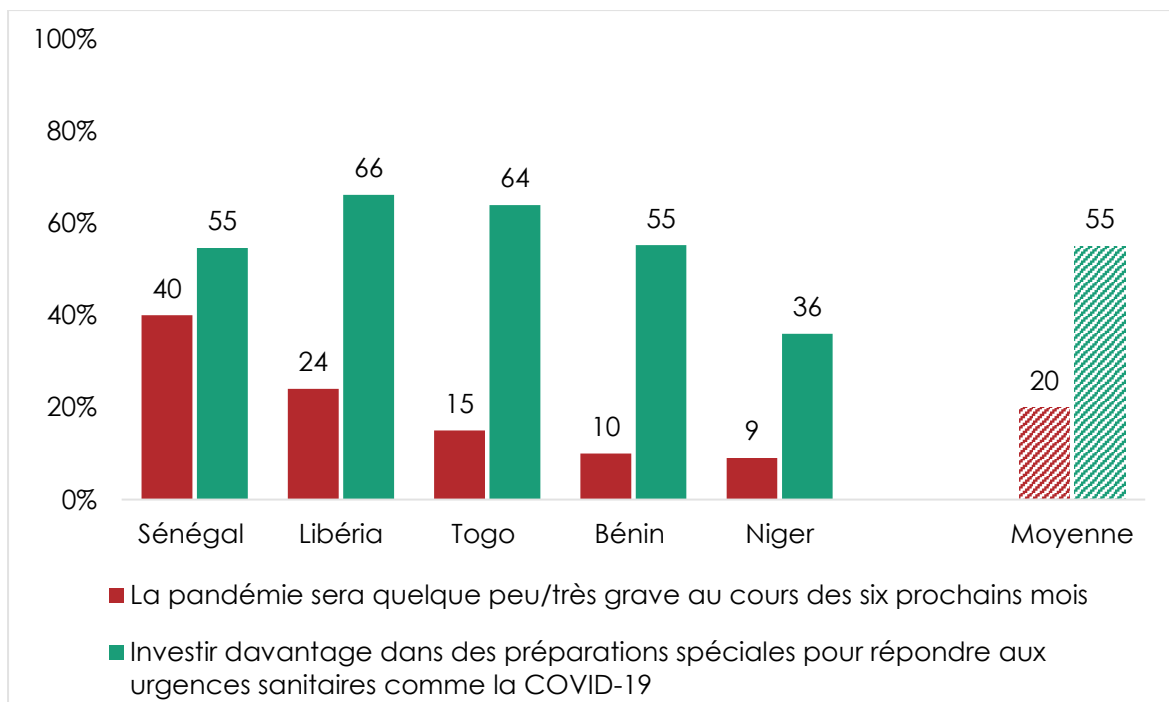


Question posée aux répondants: Dans certains pays, les gens craignent que les gouvernements et les politiciens essaient de profiter de la pandémie de COVID-19 pour augmenter leur richesse ou leur pouvoir, ou pour restreindre de manière permanente les libertés ou la compétition politique. Et vous? Dans quelle mesure êtes-vous inquiet, voire pas du tout, que les choses suivantes se produisent ou pourraient avoir lieu [dans ce pays]: Les politiciens utilisent la pandémie comme une opportunité d'accroître leur pouvoir et leur autorité?

Perspectives

Pour l'avenir, fin 2020/début 2021, seules des minorités s'attendaient à ce que la COVID-19 soit un problème grave dans leur pays au cours des six prochains mois (Figure 15). Toutefois, dans tous les pays à l'exception du Niger, la majorité des personnes interrogées (55% en moyenne) souhaitaient que leur gouvernement investisse davantage dans la préparation aux urgences sanitaires telles que la COVID-19, même si cela implique une diminution des ressources disponibles pour les autres services de santé.

Figure 15: Impact de la COVID-19 dans l'avenir | 5 pays d'Afrique de l'Ouest | 2020/2021



Question posée aux répondants:

Considérant l'avenir, à quel point pensez-vous que la pandémie de COVID-19 sera grave pour le Togo au cours des six prochains mois?

Êtes-vous en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante: Notre gouvernement doit investir davantage de nos ressources de santé dans des préparations spéciales pour répondre aux urgences sanitaires comme la COVID-19, même si cela signifie moins de ressources disponibles pour d'autres services de santé. (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Conclusion

Les résultats des enquêtes d'Afrobarometer menée dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest montrent que la majorité des citoyens approuvent la performance globale de leur gouvernement dans la gestion de la réponse à la pandémie de COVID-19, y compris l'imposition de mesures de confinement et de fermeture des écoles.

Mais en même temps, la majorité des citoyens affirment que les aides ont été distribués de manière inéquitable, que les ressources destinées à la réponse à la pandémie ont été dilapidées à cause de la corruption au sein du gouvernement, qu'ils ne font pas confiance à leur gouvernement pour fournir des données précises sur la COVID-19 ou pour garantir la sécurité des vaccins, et qu'ils craignent que les politiciens n'utilisent la pandémie pour renforcer leur pouvoir.

Ces estimations presque contradictoires soulèvent la question de la hauteur – ou de la faiblesse – des attentes des citoyens vis-à-vis de leur gouvernement en cas de crise aussi complexe que la pandémie de COVID-19. En tout état de cause, ces voix de citoyens pourraient encourager les gouvernements tout en les mettant au défi de faire mieux.

Elles fournissent également des indications sur plusieurs aspects spécifiques de la réponse à une pandémie. Dans quatre pays, une majorité de citoyens approuvent le recours aux forces de sécurité pour faire appliquer les mesures de santé publique en cas d'urgence, bien que nous ne disposions d'aucune donnée sur les limites qu'ils tracent entre les modalités raisonnables et déraisonnables d'application de la loi. En revanche, les citoyens expriment des réserves importantes quant à la limitation des activités liées aux élections et à la censure des médias dans le cadre d'une réponse à une pandémie. Et ils se disent en grande partie favorables à l'idée de dépenser davantage pour se préparer à la prochaine crise de santé publique.

Références

- Africa News. (2020a). Coronavirus: Deuxième nuit d'émeutes au Sénégal pour réclamer la fin du couvre-feu. 4 juin.
- Africa News. (2020b). Coronavirus – West Africa: COVID-19 pandemic cannot be defeated without effective respect of human rights. 20 juillet.
- BBC. (2020). Lutte contre le coronavirus: Le Sénégal et la Côte d'Ivoire décrètent l'état d'urgence. 24 mars.
- Bearak, M., & Paquette, D. (2020). The coronavirus is ravaging the world. But life looks almost normal in much of Africa. Washington Post. 11 décembre.
- Ben Ahmed, L. (2020). Niger/Covid-19: Des manifestations contre certaines mesures de restriction. 4 avril.
- Carothers, T., & Press, B. (2020). The global rise of anti-lockdown protests—and what to do about it. *World Politics Review*. 15 octobre.
- Gargard, G. (2020). African regimes are using COVID-19 to stifle the third wave of protests. Globe Post. 15 septembre.
- Goitom, H. (2020). Libéria government measures to contain the spread of COVID-19. 5 mai.
- Gouvernement de la République du Bénin. (2020). Mesures sociales liées à la pandémie du coronavirus au Bénin – Près de 74,12 milliards prévus.
- Human Rights Watch. (2020). Uganda: Authorities weaponize covid-19 for repression. 20 novembre.
- Karmo, H. (2020). Libéria: Sen. Varney Sherman expresses disappointment in stimulus package distribution, Minister Tarpah admits delinquency. Front Page Africa. 7 octobre.
- Ledy, N (2020). Covid-19: Faure Gnassingbé annonce un fonds national de solidarité et de relance économique. 2 avril.
- Mattes, R. (2020). Pauvreté vécue à la hausse en Afrique: Fin d'une décennie d'amélioration du niveau de vie. Document de Politique No. 62 d'Afrobarometer.
- Milken Institute. (2020). COVID-19 Africa watch: Africa policy monitor.
- Organisation Mondiale de la Santé. (2021). WHO coronavirus disease (covid-19) dashboard.
- Parley, W. W. (2020). Libéria: Weah offloads stimulus package for lockdown. New Dawn. 15 avril.
- Primature Niger. (2020). Plan de préparation et de réponse au nouveau coronavirus (COVID-19).
- Repucci, S., & Slipowitz, A. (2020). The impact of COVID-19 on the global struggle for freedom. Freedom House.
- Reuters. (2020). Libéria coronavirus lockdown off to chaotic start. 12 avril.
- Seydou, A. (2021). Qui veut du vaccin anti-COVID-19? Forte réticence dans 5 pays d'Afrique de l'Ouest. Dépêche No. 432 d'Afrobarometer.
- Smith, E. (2020). Lockdowns, curfews and doorstep testing: Africa's crackdown on the coronavirus. 2 avril.
- Zane, D. (2020). Coronavirus: What African countries are doing to help people to eat amid the lockdowns. BBC. 28 avril.

Aminatou Seydou est étudiante en relations internationales, cultures comparées, et politique au James Madison College de l'Université d'État du Michigan. Email: seydoumo@msu.edu.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le Round 8 d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne près de l'Union Africaine, de Freedom House, de l'ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de la GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Suivez nos publications grâce au #VoicesAfrica.



/Afrobarometer



@Afrobarometer



Dépêche Afrobarometer No. 439 | 7 avril 2021